



G7-00385  
322298  
Eco So His

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 9

Session : 2019

Épreuve de : ESH HEC

### Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numérotter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

## Performances économiques et justice sociale

Dans les années 1980, un PDG américain est rémunéré quarante fois plus qu'un salarié moins qualifié. En 2012, sa rémunération apparaît désormais quatre cent fois plus élevée qu'un salarié moins qualifié. Nous pouvons ainsi nous demander si cette inégalité sociale est justifiée par les performances économiques du directeur général.

Les performances économiques renvoient à des réalisations positives. Elles sont synonymes de rationalité et d'efficacité. Réaliser des performances économiques revient pour une entreprise ou un État à produire davantage et ce d'une meilleure façon, plus rationnelle c'est-à-dire en utilisant au mieux les fins et les moyens rares à usages alternatifs. Les performances économiques supposent donc des formations des facteurs de production : le facteur travail et le facteur capital. Les performances économiques peuvent être mesurées notamment par le taux de chômage, par le taux de croissance (le produit global net en termes réels), par le niveau d'exportation et d'importation de biens et services au sein d'une nation, par la stabilité des facteurs de production et enfin par l'attractivité d'une nation (IDE).

La justice sociale revient à la capacité de répartir chacun selon son mérite au sein d'une entreprise et d'une nation. La justice sociale suppose ainsi de limiter voire éradiquer toute inégalité des places. Elle suppose selon RAULS dans la Théorie de la justice (1971) de penser selon une logique

de «contrat social» à redistribuer une part de revenu aux plus démunis afin qu'ils puissent faire face à des aléas comme le chômage, la vieillesse, la maladie et la prérogative sociale de la famille.

La justice sociale apparaît être une notion subjective au sens où sa perception pourrait différer d'une nation à une autre. La justice sociale serait donc un idéal régulateur vers lequel toute nation devrait tendre. Il s'agit de parvenir à faire valoir au sein d'une société ce qui est perçu comme juste et légitime. La justice sociale peut se mesurer par certains indicateurs comme le taux d'inégalité avec l'indice de Gini, le taux de pauvreté, le taux de redistribution et donc l'efficacité de la protection sociale et finalement la capacité pour des individus à pouvoir épargner et avoir accès à des crédits.

Comment concilier les performances économiques et la justice sociale ?

La réalisation des performances économiques permet l'avènement d'une justice sociale. De fait, au sein d'une économie où l'information est imparfaite, une causalité réciproque entre performances économiques et justice sociale est observée (I). Une baisse des performances économiques pourrait toutefois augmenter le degré de justice sociale. Et, si la volonté de parvenir à la justice sociale apparaît comme l'unique objectif d'une nation, cela pourrait entraver les performances économiques obtenues et la possibilité même de leur avènement futur. (II) Finalement, la relation entre performances économiques et justice sociale s'entretient. Les performances économiques de demain doivent ainsi être pensées et réalisées selon une logique inter-générationnelle de la justice sociale. (III).

\*

\*

\*

La réalisation de performances économiques permet l'avènement de la justice sociale. Les performances économiques supposent de l'efficacité et de la rationalité de la part de ceux qui



les réalisent. Leur légitimité dépend d'une concurrence juste effectuée. En 1874, WALRAS souligne que les performances économiques et la justice sociale sont assurées lorsqu'il y a concurrence pure et parfaite. Autrement dit, performances économiques et justice sociale vont de pair lorsqu'il y a atomisticité des agents, mobilité parfaite des facteurs de production, homogénéité des produits, libre entrée et sortie sur un marché et transparence de l'information. Celui qui ne voudrait être sur un tel marché refuserait de fait l'idée de justice sociale. De plus, la possibilité même de réaliser des performances économiques permet de conduire à la justice sociale. Dans Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, Adam SMITH écrit <sup>en 1776</sup> que "la richesse produite va se répandre jusque dans les plus basses couches du peuple". C'est la thèse du "trickle-down", selon laquelle les performances économiques des uns vont permettre d'augmenter la demande de biens de consommation et donc de production, ce qui va réduire le taux de chômage, de pauvreté et donc conduire à une plus grande justice sociale. Les performances économiques des uns permettent également une hausse des recettes fiscales obtenues par l'Etat. Ceci peut conduire l'Etat, s'il est un Etat-Providence, à redistribuer les recettes obtenues aux plus démunis et donc à accomplir l'une de ses trois fonctions selon MUSGRAVE dans la Théorie des finances publiques (1959). (allocation, redistribution, régulation). D'ailleurs, les revenus en France sont 30% moins inégalitaires suite aux transferts sociaux. Les performances économiques apparaissent ainsi nécessaires pour assurer la justice sociale. Au sein d'économies mondialisées, et ce notamment depuis la libéralisation des capitaux dans les années 1980, la "spécialisation d'une nation vertueuse" (RODRIG) permet de garantir les performances économiques de ses entreprises. La productivité apparaît donc essentielle afin d'obtenir des performances économiques. Et, selon l'effet BALASSA-BARTHELEMY, ce n'est qu'à la condition d'une plus grande productivité des secteurs exposés à la concurrence, et donc de performances économiques, qu'une augmentation du niveau de vie et des salaires aura lieu. De meilleures performances économiques garantissent donc une plus grande justice sociale. Selon le rapport de Goldman Sachs de 2015, les salaires chinois ont ainsi augmenté de 50% entre 2010 et 2015.



Et, depuis le début des années 2000, 150.000 personnes sont sorties de la pauvreté en Chine, mesurée au seuil de 1\$ par jour. De plus grandes performances économiques aboutissent à la justice sociale.

Chez FORD, un salaire de 5\$ par jour est garanti pour tous. Il s'agit d'améliorer les performances économiques tout en assurant la justice sociale entre les employés. La standardisation et l'organisation scientifique du travail chez TAYLOR pouvaient cette logique. Mais encore faut-il s'assurer d'une justice sociale entre employeurs et employés. Il faut également souligner qu'en l'absence de performances économiques, il n'y a pas de justice sociale.

Au début des années 1980, seul un habitant sur trois au Brésil détenait un compte bancaire. Ainsi, une absence de performances économiques sur le marché bancaire entrave toute possibilité de redistribution et donc de justice sociale. Il apparaît donc primordial de garantir les performances économiques sur le marché bancaire mais également sur le marché du travail. C'est dans cette logique que l'Allemagne entreprend les réformes HARTZ entre 2001 et 2003. Il s'agit de garantir les performances économiques des entreprises en recourant à de la flexibilité interne, qui peut apparaître plus juste pour les "outsiders", les exclus du marché du travail. La réduction des indemnités chômage de 32 mois à 12 mois et les emplois publics apparaissent comme le prix à payer pour intégrer la majorité sur le marché du travail tout en garantissant les performances économiques.

Enfin, au sein d'une économie où l'information est imparfaite, la baisse de l'un peut entraîner la baisse de l'autre. Les entreprises peuvent subir des asymétries d'information selon AKERLOF dans The market for "lemons": Quality, uncertainty and profit (1970). Un état caché peut conduire à une sélection adverse ce qui peut entraver les performances économiques d'une entreprise, c'est-à-dire sa croissance. L'entreprise peut ainsi être conduite à sélectionner les moins productifs et donc laisser de côté les plus productifs. Les asymétries d'information apparaissent ainsi pernicieuses pour la justice sociale et pour les performances économiques. De plus, les "insiders" peuvent entraver l'entrée des "outsiders" sur un marché selon LINDBECK et SNOWER. Et, ce notamment

Code épreuve : 268

Nombre de pages : 9

Session : 2019

Épreuve de : ESH HEC

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

sur le marché du travail en demandant des hausses de leurs salaires. Cela va augmenter le coût du travail pour les employeurs et donc réduire la possibilité d'embauche des "outsiders". Il s'agit donc d'inégalités sociales qui peuvent également si des "outsiders" sont plus productifs que les "insiders" de réduire les performances économiques. Aussi, le coût du travail augmentant, les allocations à verser aux "outsiders" augmentent car ils sont plus nombreux ce qui pourrait réduire les performances économiques de la nation en terme de croissance et de chômage.

Enfin, les performances économiques sont garanties par l'existence de droits de propriété selon NORTH et FOGEL. Or, encore faut-il une attribution égalitaire de ceux-ci pour permettre la justice sociale.

\*

\*

\*

Une baisse des performances économiques pourrait toutefois augmenter le degré de justice sociale.

MALTHUS affirmait que l'existence des « poor laws » de 1601 à 1834 était pernicieuse pour les performances économiques. Ainsi, en voulant augmenter le degré de justice sociale en redistribuant aux plus démunis une partie de revenus, suppose selon MALTHUS une baisse des performances économiques de la nation. Il est également possible d'observer que lors des récessions comme la Grande Dépression (1873-1896) ou la crise de 1929, la baisse des performances économiques induite a réduit les inégalités. Une baisse des performances économiques



permettrait ainsi une augmentation de la justice sociale. En France, la Sécurité sociale, créée en 1945, adopte cette logique. Elle permettrait une plus grande justice sociale et donc cohésion sociale en réduisant les performances économiques de certains. Le coût du travail en France est ainsi de 5 points supérieurs au coût du travail en Chine. La baisse des performances économiques n'est pas observée en Chine tout comme l'existence d'une véritable protection sociale. C'est ainsi que **FELDSTEIN** dans A Healthy path to Chinese Consumption souligne que le défi de la Chine au XXI<sup>e</sup> siècle est d'augmenter les salaires et d'amener une protection sociale. Finalement, la justice sociale serait permise lors d'une baisse des recettes des performances économiques parfois injustifiées de certains. La dégressivité du taux marginal d'imposition sur la dernière tranche de la population réduit la justice sociale.

Il faut souligner que si la volonté de parvenir à la justice sociale apparaît comme l'unique objectif d'une nation, alors cela pourrait entraver les performances économiques obtenues et la possibilité même de leur avènement futur. Les PDEM sont en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle confrontés au problème du vieillissement de leur population. Ce qui peut altérer le rapport des actifs sur les inactifs en terme de retraites en France notamment. Pour garantir à tout prix la justice sociale, au sein d'un pays où la population vieillit, il faut que l'État finance celle-ci. Ce qui peut entraver les performances économiques. Selon **ROSANVALLON** dans La crise de l'Etat-Providence, l'Etat-Providence subit une crise de financement, notamment de la sécurité sociale en France, une crise d'efficacité, et donc une crise de performances économiques et une crise de légitimité qui remet en cause la justice sociale. Ce changement de structure de la population réduit les performances économiques selon Alvin **HANSEN** dans Economic progress and declining population growth (1939). Les performances économiques

diminuant, cela représente un défi pour pouvoir financer la justice sociale. La dette de la sécurité sociale a d'ailleurs triplé entre 2008 et 2011 en France. Le niveau d'endettement des Etats pour garantir la justice sociale peut représenter un risque pour les performances économiques de ses entreprises. La Commission Européenne déclare en 2016 que « l'ampleur de la dette publique, s'ajoutant au tassement de la confiance, de la productivité et de la compétitivité pourrait présenter des risques pour l'avenir et son incidence dépasser les frontières nationales ». Ainsi la justice sociale si elle est financée par un endettement public peut conduire à réduire les performances économiques d'une nation.

Finalement, il est possible d'observer qu'une baisse des performances économiques met en péril la justice sociale. La crise de 2008-2009 n'a pas réduit les inégalités sociales. La baisse des performances économiques a donc conduit à une baisse de la justice sociale. Ceci est souligné par le fait qu'entre 2009 et 2011, plus de 600.000 personnes sont comptabilisées au seuil de pauvreté de 50% du revenu médian. Ainsi, une baisse des performances économiques peut être perçue par une fuite des recettes perçues par l'Etat pour redistribuer. C'est ainsi que l'événement fiscal, qui représente environ 40% du PIB mondial, peut baisser l'efficacité économique et dans le même temps réduire la justice sociale.

\*

Pour que la relation entre performances économiques et justice sociale soit vertueuse, des réformes sont nécessaires. Selon BOURDIEU, le système éducatif est reproducteur d'inégalité. La justice sociale ne serait donc assurée dès le départ à cause d'un système éducatif qui ne parvient pas à limiter voire éradiquer l'inégalité des places. Une intervention de l'Etat est ainsi nécessaire pour réformer le système éducatif et induire de fait une justice sociale mais également de meilleures performances économiques à long terme. Il s'agit également de réformer le marché du travail. Justice sociale et efficacité



économique supportant l'accès à des formations pour tous. La formation du "capital humain" (Gary BECKER) est essentielle et relève d'une triple responsabilité : de l'Etat, des entreprises et des salariés. Cela suppose également de réformer le marché du travail qui est « ségrégué » selon DOERINGER et PİORE et qui de fait nuit à l'encadrement de la justice sociale si l'accès au marché est inégalitaire. Ben BERNANKE évoque d'ailleurs une "prime associée à la qualification" rejoignant la thèse d'inflexion des diplômés d'ANDERSON. Ainsi, il faut limiter les inégalités d'accès à pouvoir obtenir ces "signaux" nécessaires pour entrer sur le marché du travail (SPENCE, Théorie du signal) et donc contribuer aux performances économiques.

Les performances économiques de demain doivent ainsi être pensées et réalisées selon une logique inclusive et intergénérationnelle de la justice sociale.

Il s'agit ainsi de mettre à profit les performances économiques pour préserver les ressources qui subissent un "risque de tragédie" selon HARDIN dans Tragedy of the commons. Ce qui permet de garantir une justice sociale pour les générations à venir. La Suède a ainsi réduit de 25% ses émissions de CO<sub>2</sub> tout en obtenant une augmentation de 60% de son PIB depuis 1990. Il s'agit d'une justice sociale inter-générationnelle compatible avec les performances économiques en terme de croissance. Il faut ainsi arbitrer entre coût marginal social dans le présent et bénéfice marginal réalisé pour les performances économiques afin de concilier performances économiques et justice sociale.

Enfin, la conciliation entre performances économiques et justice sociale suppose de la penser selon la logique d'une croissance inclusive. Autrement dit, des performances économiques qui profitent à tous. Ceci peut notamment passer par une rectification de l'inégalité de la taxation de géants comme Amazon. En effet, en 2018, Amazon a "payé" un taux négatif d'imposition de 1% suite à une réduction d'impôts de 129 milliards de dollars aux Etats-Unis où le taux général d'imposition est de 21%.

La justice sociale ne sera permise que suite à



Code épreuve : 268

Nombre de pages : 9

Session : 2019

Épreuve de : E8H HEC

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

L'existence d'institutions inclusives qui garantissent que la rémunération des performances économiques soit perçue comme légitime.

La justice sociale au sein d'une économie doit respecter ce « maximum » dont parle RAWLS dans sa Théorie de la Justice en 1971 où la justice sociale a un coût mais en situation de « voile d'ignorance », garantit le libéralisme et la cohésion sociale.

Autrement dit, la justice sociale est nécessaire aux performances économiques de demain : elle pourrait même constituer la garantie de la compétitivité, l'attractivité, la mobilité des facteurs de production et d'une croissance soutenable.

\* \* \*

Les performances économiques peuvent accroître les inégalités et réduire la justice sociale. C'est ce que souligne l'indice de GINI en chute qui passe de 0,2 dans les années 1970 à 0,5 en 2019. Mais également ce qui a été vérifié lors de la révolution industrielle française où les performances économiques ont creusé les inégalités entre la bourgeoisie et le reste de la population. Toutefois, les performances économiques permettent l'amélioration de la justice sociale : en France le taux de pauvreté est de 14,5% en 2019 mais il serait de 25% sans transferts sociaux. Il s'agit alors de concilier performances économiques et justice sociale au sein d'une logique inclusive et intergénérationnelle qui apparaît comme la condition nécessaire pour qu'un cercle vertueux se produise.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE



A blank sheet of lined paper with horizontal ruling lines. A small box containing a forward slash (/) is located in the bottom right corner.

